



Paris, le 28 octobre 2021

## Communiqué de presse

### **Contrôle sanitaire en abattoir : Un sous-effectif chronique !**

**FO**, premier syndicat des inspecteurs sanitaires et contrôleurs officiels n'a pas attendu les scandales médiatiques pour dénoncer les failles de la politique et leurs conséquences sur la sécurité des consommateurs, sur la protection animale, mais aussi sur les contrôleurs officiels.

**FO** condamne sans réserve les mauvais traitements à animaux quel qu'en soit le siège, dénonce les gesticulations sensationnelles, souligne les difficultés qu'ont les inspecteurs sanitaires officiels à réaliser les contrôles, et appelle à la cohérence dans l'organisation et le suivi des inspections.

**FO** apporte son soutien sans faille aux collègues pointés du doigt le 28 octobre 2021 dans une vidéo choc publiée par L 214 à l'abattoir Bigard de Cuiseaux (71). Le souci de mieux traiter les animaux en abattoir n'est pas une préoccupation nouvelle et c'est notre priorité absolue au quotidien. Les inspecteurs sanitaires et contrôleurs officiels essayent tant bien que mal d'y répondre avec les moyens mis à leur disposition (humains et matériels) en sanctionnant les actes de cruauté sur les bovins, équins et ovins.

### **Un combat mené par FO depuis de nombreuses années !**

#### **Sur la formation ...**

**En 2011**, **FO** combattait souvent seul les réformes visant à réduire de 1 an à 3 semaines la formation des inspecteurs sanitaires officiels et les velléités de restructurer les services du fait de la « raréfaction des moyens » (rapport Blézat Consulting). Nous tenons à le rappeler ici :

- tout agent recruté par une Direction Départementale pour travailler en abattoir suit un parcours qualifiant, tutoré et supervisé par un vétérinaire ou un technicien expérimenté.
- seul le personnel confirmé a mandat pour réaliser des inspections aux postes-clés qui nécessitent une certaine technicité (inspection ante-mortem en bouverie, mise à mort et mesure de l'inconscience d'un animal ainsi que l'inspection des carcasses).

#### **Sur les effectifs ...**

**En 2013**, **FO** démontrait par voie de presse la **baisse inexorable** du nombre d'inspecteurs officiels, indépendants et qualifiés malgré les effets d'annonce du Ministère de l'Agriculture sur la priorité donnée à la sécurité alimentaire. « *Ces baisses d'effectif décidées indépendamment de toute étude de besoin, mettent les services de contrôle en situation d'échec et pèsent ainsi lourdement sur leur devenir et sur celui des filières dont ils ont la*

charge... ». Le passage de 24 à 15 agents dans l'abattoir concerné n'est que le reflet de la baisse généralisée des effectifs au ministère de l'agriculture.

### Sur les mauvais traitements ...

En 2016, FO portait cette problématique devant l'Assemblée Nationale et ouvrait ainsi un communiqué de presse : Le SNTMA FO (Syndicat National des Techniciens supérieurs du Ministère de l'Agriculture Force Ouvrière) dénonce sans réserve les cas de mauvais traitements à animaux en abattoirs révélés ces derniers jours dans la presse. **Il souligne les difficultés qu'ont les inspecteurs sanitaires officiels à réaliser les contrôles et à assumer, du fait du manque de personnels, l'ensemble des missions dont ils ont la responsabilité.** Le **SNTMA-FO** refuse toutefois de céder à la fatalité... ([lire le communiqué de presse](#))

### Au quotidien ...

FO dénonce auprès du Ministre de l'Agriculture et de son administration, **les effectifs insuffisants pour assurer efficacement les missions prioritaires de service public.** Ni les semonces répétées de la Cour des comptes, ni la succession des scandales alimentaires n'ont inversé la tendance : les services d'inspection en abattoir subissent aujourd'hui un sous-effectif chronique ! Un ministre et son DGAL l'avaient bien compris en voulant augmenter considérablement les effectifs de contrôles (**600 ETP**) mais le temps pour mettre en application leur programme ne leur pas été donné ! Leurs successeurs, quant à eux, ont tout simplement supprimé cette mesure de leur programme et continuent la politique destructive de la Fonction Publique menée par les gouvernements successifs depuis de nombreuses années. Pour eux, la Fonction Publique n'est qu'une variable d'ajustement en matière d'économie budgétaire et non un service public qui contribue notamment à protéger le « citoyen ». [Déclaration liminaire de FO au dernier comité technique du MAA](#)

### Des rapports et des commissions inutiles ...

C'est pourquoi, aujourd'hui FO demande l'arrêt des rapports et des commissions alibi et condamne les effets d'annonce qui nient la réalité de faits.

### Des mesures efficaces...

Aujourd'hui FO demande une véritable politique de renforcement et de sécurisation des contrôles officiels auxquels les contrôleurs sanitaires contribueront sans réserve. En effet, **les « ratés » dans les abattages peuvent entraîner des risques sanitaires, notamment pour la consommation humaine.**

### La souffrance animale ...

Monsieur Jean-Pierre KIEFFER, ancien président de l'OABA, disparu il y a quelques jours et à qui nous rendons hommage disait : **« l'absence de souffrance animale soulage celui qui abat et rassure les éleveurs, les grossistes en viande et les consommateurs sur la qualité de la viande. »** C'est notre priorité mais pour cela, il faut disposer de la formation, des moyens et de la protection juridique nécessaires : ce que nous n'avons pas en totalité aujourd'hui !

### Une urgence gouvernementale...

Seuls notre gouvernement et notre administration sont en mesure d'apporter des solutions efficaces. Il est grand temps qu'ils prennent leurs responsabilités. Faudrait-il encore qu'ils s'en donnent les moyens ?

**Contact : Stéphane TOUZET, secrétaire général adjoint FO Agriculture 06.08.75.86.68. – [Stephane.touzet@cher.gouv.fr](mailto:Stephane.touzet@cher.gouv.fr)**